



SYNTHÈSE

« **NOTRE
MÉTIER EST
D'ABATTRE,
DE MASSACRER
ET DE TUER.** »

BOKO HARAM FAIT RÉGNER
LA TERREUR DANS LE
NORD-EST DU NIGERIA.

AMNESTY
INTERNATIONAL





*Une église incendiée dans le village
d'Attagara, zone de gouvernement local de
Gwoza, État de Borno, juillet 2014. © DR*



Depuis 2009, Boko Haram cause des dommages considérables dans le nord-est du Nigeria, faisant souffrir des millions d'habitants. Des milliers de personnes ont été tuées par le groupe armé, au moins 2 000 ont été enlevées et plus d'un million ont été forcées de fuir leur foyer. Les meurtres, bombardements, enlèvements, pillages et incendies perpétrés presque quotidiennement par Boko Haram ont ébranlé le déroulement normal de la vie quotidienne dans le nord-est du Nigeria. Des villes et des villages ont été pillés. Des écoles, des églises, des mosquées et d'autres bâtiments publics ont été attaqués et détruits. Boko Haram impose des traitements cruels aux civils piégés dans les zones passées sous son contrôle et a désorganisé les services de santé, d'éducation et les autres services publics normalement assurés par les autorités nigérianes. Les recherches d'Amnesty International démontrent que Boko Haram a commis des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité en toute impunité.

Ce rapport décrit la violente offensive menée par Boko Haram contre les Nigériens depuis le début de l'année 2014. Il s'appuie sur 376 entretiens¹ avec des témoins, des avocats, des journalistes, des responsables des gouvernements locaux et des sources militaires, ainsi que sur des vidéos, photos et documents. Amnesty International a recueilli ces preuves lors de quatre voyages de recherche à Maiduguri, la capitale de l'État de Borno, ainsi que dans des camps pour personnes déplacées à l'intérieur de leur pays situés dans le nord-est du Nigeria et dans un camp de réfugiés du nord du Cameroun. De nombreux entretiens ont aussi été réalisés par téléphone depuis Londres. Ce rapport se fonde sur les recherches menées par Amnesty International depuis le début du conflit, en 2009. Il sera suivi d'un rapport sur les violations des droits humains commises par les forces de sécurité de l'État.

Boko Haram (*Jamāatu Ahlis Sunnah Lāddaawatiḥ wal Jihād* [groupe sunnite pour la prédication et le djihad], couramment désigné Boko Haram [l'éducation occidentale est illicite]) a été créé en 2002 dans le nord-est du Nigeria. Il s'agissait alors d'un mouvement religieux qui œuvrait pour imposer une société fondée sur son interprétation de l'islam. Après des affrontements en 2009 entre les forces de sécurité et les membres de Boko Haram, au cours desquels Mohamed Yusuf, le fondateur du groupe, a été exécuté de manière extrajudiciaire, le groupe a lancé une série d'attaques en représailles contre la police. De plus en plus, les attaques de Boko Haram ont visé les civils et, à partir de 2012, le groupe a pris des écoles, des enseignants et des élèves pour cibles afin d'empêcher la population de recevoir une éducation occidentale. Au milieu de l'année 2013, les forces de sécurité de l'État ont chassé Boko Haram des villes du nord-est du Nigeria, où les membres du groupe vivaient au sein la population. Ils se sont installés dans des lieux reculés et dans des camps comme leur quartier général de la forêt de Sambisa, dans l'État de Borno. Depuis ces bases, Boko Haram a lancé des attaques presque quotidiennes contre des cibles civiles.

¹ Les entretiens ont été réalisés entre janvier 2014 et mars 2015.

En 2014, Boko Haram a tué plus de 4 000 personnes, même si le véritable chiffre est très probablement plus élevé. Pendant les trois premiers mois de 2015, les combattants de Boko Haram ont tué au moins 1 500 civils. Le groupe a bombardé des cibles civiles dans tout le Nigeria, a attaqué des villes et villages du nord-est et, à partir de juillet 2014, a commencé à s'emparer de grandes villes. En février 2015, il contrôlait la majorité de l'État de Borno, ainsi que l'État d'Adamawa, dans le nord, et de Yobe, dans l'est du pays. En août 2014, Abubakar Shekau, le chef du groupe, a proclamé l'instauration d'un califat sur ce territoire. Des dizaines de milliers de civils ont été soumis au règne impitoyable de Boko Haram.

En février 2015, une contre-offensive de l'armée nigérienne, soutenue par le Cameroun, le Tchad et le Niger, a permis de chasser Boko Haram de certaines grandes villes et de libérer de nombreux civils de la domination du groupe islamiste. Il est trop tôt pour dire si cela a mis à mal la capacité de Boko Haram à menacer la vie et les biens des civils du nord-est.

Boko Haram a eu recours à des engins explosifs improvisés (IED), notamment des voitures piégées ou des attentats-suicides sur des marchés, dans des réseaux de transport, des écoles et d'autres institutions publiques. Le groupe a mené plusieurs attaques contre des villes du nord-est, mais a aussi touché des cibles dans des villes du reste du pays. Lors des 46 attaques menées entre janvier 2014 et mars 2015, au moins 817 personnes ont été tuées.

Les incursions de Boko Haram dans des villes et villages du nord-est du Nigeria ont terrorisé les civils et désorganisé les moyens de subsistance des citoyens ordinaires. Certaines attaques étaient menées par deux ou trois hommes armés seulement, qui arrivaient en moto, mais, parfois, les combattants étaient des centaines, appuyés par des chars et des armes antiaériennes montées sur des camions à plate-forme. Les combattants ont abattu des civils en pleine rue et chez eux. Après avoir commis des vols dans des maisons, boutiques et marchés, ils ont incendié les bâtiments et pris la fuite. Les enlèvements de civils étaient fréquents. Lors de certaines attaques, les hommes armés de Boko Haram sont entrés discrètement dans des villages ou des villes pour y assassiner



Un groupe de personnes observe des véhicules brûlés sur le site d'un attentat à la bombe qui a touché le plus important rond-point de la ville, à proximité du marché très fréquenté du lundi à Maiduguri, dans l'État de Borno, le 1er juillet 2014. L'explosion d'un camion a créé une énorme boule de feu qui a tué au moins 15 personnes le 1er juillet à Maiduguri, dans le nord-est du pays. Il s'agit du dernier attentat dans une ville frappée à plusieurs reprises par les islamistes de Boko Haram. © STRINGER/AFP/Getty Images

certaines personnes identifiées à l'avance. Dans d'autres cas, les membres de Boko Haram ont rassemblé les civils pour des prêches dans lesquels ils leur ordonnaient de ne pas être fidèles au gouvernement et de suivre leur version de l'islam. Boko Haram a parfois laissé le choix suivant aux civils : être tués ou rejoindre le groupe. Mais le plus souvent, les combattants se contentaient d'abattre les civils ou de leur trancher la gorge.

Des villages comme Kayamla, dans l'État de Borno, ont été attaqués à plusieurs reprises par Boko Haram, forçant des milliers d'habitants à s'enfuir pour trouver une sécurité relative à Maiduguri. Le 5 mai 2014, Boko Haram a tué près de 400 personnes dans une attaque menée à Gamboru, une ville rattachée à la zone de gouvernement local de Ngala, dans l'État de Borno.

Pour prendre le contrôle de villes et villages, les combattants de Boko Haram arrivaient en grand nombre et ciblaient en priorité les forces militaires ou de police. Après avoir contraint les soldats de quitter leur caserne, ils s'emparaient des armes et munitions qui s'y trouvaient. Ils s'en prenaient ensuite aux civils. Ils tiraient sur ceux qui essayaient de s'enfuir, recherchaient des hommes en âge de combattre dans leur maison et les exécutaient. Souvent, les hommes armés se divisaient en groupes pendant les attaques : certains passaient de

maison en maison pour voler des objets de valeur et incendier les bâtiments, d'autres se chargeaient de piller les magasins, un autre groupe tuait des habitants et un dernier enlevait des habitants ou les empêchait de s'enfuir.

De juillet 2014 à janvier 2015, de plus en plus de villes sont tombées aux mains de Boko Haram. Le 6 août 2014, Boko Haram a attaqué Gwoza, dans l'État de Borno. Malgré les 350 soldats en poste à Gwoza, le groupe a tué au moins 600 civils, bien que le nombre réel de victimes soit probablement plus élevé. Des milliers d'habitants ont fui Gwoza et se sont cachés pendant plusieurs jours dans les montagnes environnantes en attendant le départ de Boko Haram. Mais pendant les jours qui ont suivi, au lieu de s'en aller, le groupe a pourchassé et exécuté les personnes qui se cachaient dans les montagnes.

En janvier 2015, Boko Haram a pris le contrôle de Baga, une ville de la zone du gouvernement local de Kukawa, dans l'État de Borno. Les soldats qui étaient postés autour de Baga ont été avertis que Boko Haram avait l'intention d'attaquer la ville et ont demandé à plusieurs reprises des renforts à leurs supérieurs. Ils n'ont reçu aucun renfort et, le 3 janvier à 6 heures du matin, le groupe islamiste a attaqué la base et forcé les soldats à prendre la fuite. Les combattants de Boko Haram ont alors attaqué Baga et la ville voisine de Doron Baga.

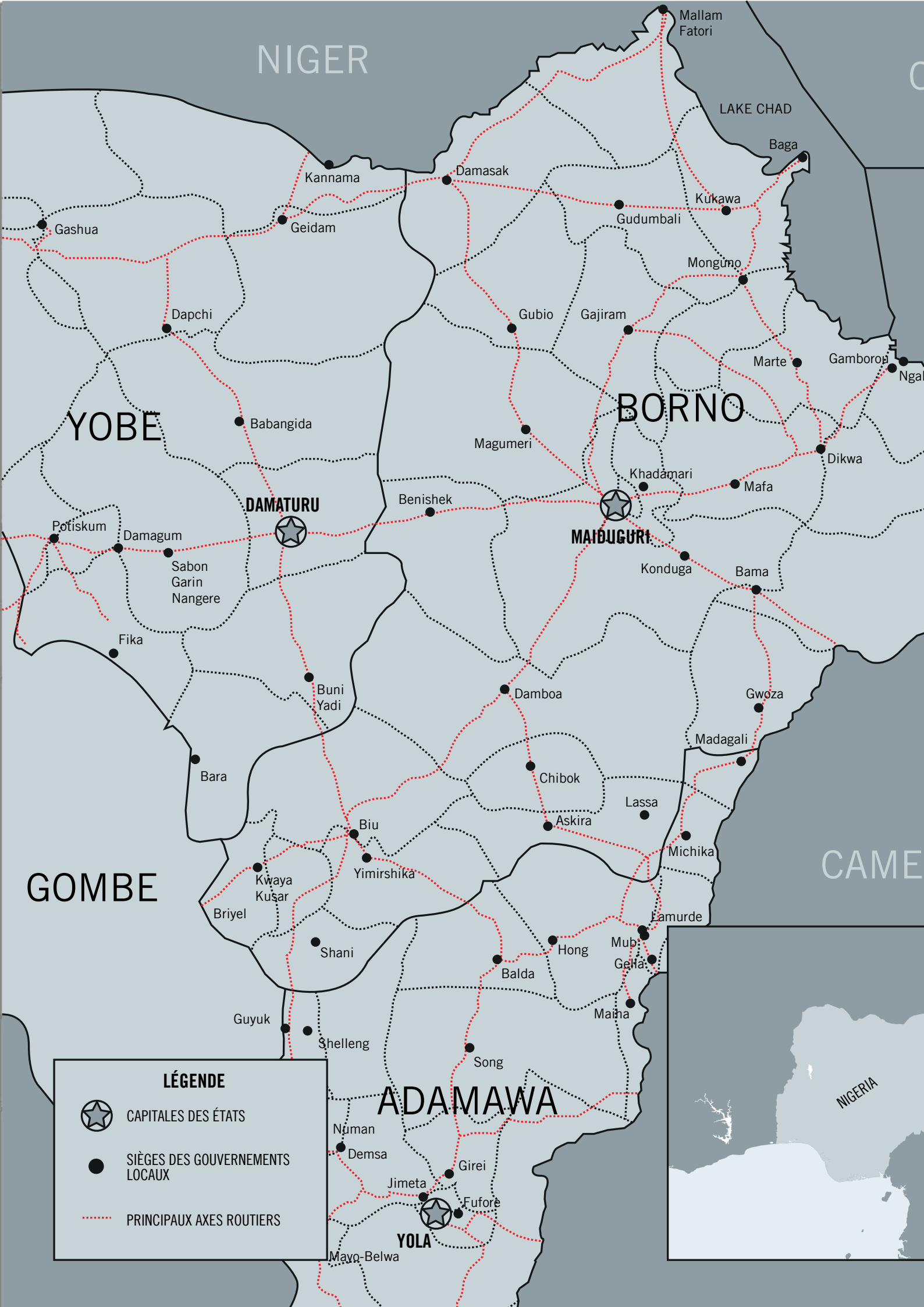
Ils ont pénétré dans la ville et ont abattu des civils en pleine rue et chez eux. Des hommes armés de Boko Haram cachés dans des arbres autour de ces villes ont tué de nombreux autres civils qui tentaient de s'échapper. Plusieurs centaines de civils ont trouvé la mort dans cette attaque. La comparaison des images satellites prises quelques jours avant et après l'attaque montre que plus de 3 700 bâtiments ont été endommagés ou détruits.

Certaines personnes ou catégories de civils ont été délibérément prises pour cibles. Les combattants de Boko Haram ont tué des hommes politiques, des fonctionnaires, des enseignants, des professionnels de santé et des chefs traditionnels en raison de leurs relations avec le pouvoir laïque. Boko Haram les qualifie d'« infidèles ». Cette catégorie inclut les chrétiens vivant dans le nord-est, mais aussi des personnalités religieuses musulmanes, comme des chefs de groupements religieux ou des imams locaux, qui se sont publiquement opposés à Boko Haram ou qui ne suivent pas les enseignements du groupe. Parfois, Boko Haram a laissé à ces personnes, chrétiennes ou musulmanes, la possibilité de se convertir au lieu d'être tuées.

De nombreuses villes ont constitué des milices soutenues par l'État, appelées forces d'intervention conjointe civiles, pour combattre Boko Haram. Boko Haram a réservé



Abubakar Shekau, le chef
actuel du groupe Boko Haram.
Captures d'images vidéos
diffusées sur Internet. © DR



NIGER

LAKE CHAD

Baga

Kannama

Damasak

Kukawa

Gashua

Geidam

Gudumbali

Monguno

Dapchi

Gubio

Gajiram

Marte

Gamboru

Ngal

BORNO

Babangida

Magumeri

YOBE

Benishek

Khadamari

Mafa

DAMATURU

MAIDUGURI

Potiskum

Damagum

Sabon
Garin
Nangere

Konduga

Bama

Fika

Buni
Yadi

Damboa

Gwoza

Bara

Madagali

Chibok

Lassa

CAMEROON

GOMBE

Biu

Askira

Michika

Kwaya
Kusar

Yimirshika

Lamurde

Briyel

Shani

Hong

Mubi

Gelfa

Guyuk

Shelleng

Balda

Song

ADAMAWA

Numan

Demsa

Girei

Jimeta

Fufore

YOLA

Mayo-Belwa

LÉGENDE



CAPITALES DES ÉTATS

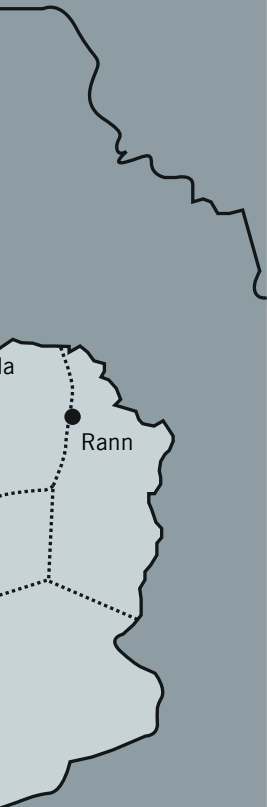


SIÈGES DES GOUVERNEMENTS
LOCAUX



PRINCIPAUX AXES ROUTIERS





un traitement particulièrement violent à ces localités. Dans ces villes, et dans les endroits où Boko Haram soupçonne la population de donner des informations aux forces de sécurité, le groupe a tué tous les hommes en âge de se battre – qu'ils soient membres des forces d'intervention conjointe civiles ou non.

Pendant les attaques, Boko Haram a enlevé des civils en séparant les femmes et les filles non mariées, ainsi que les hommes en âge de combattre et les garçons. Ils ont été conduits dans des camps de Boko Haram situés dans la forêt de Sambisa ou dans des lieux reculés sous le contrôle de Boko Haram.

Certaines femmes et filles ont fui Boko Haram ou ont été libérées après que leur famille eut versé une rançon. Les femmes et les filles qui sont restées ont été contraintes de se marier avec des membres de Boko Haram. Dans de nombreux cas, une dot a été versée à des membres de la famille ou à la femme ou fille elle-même, bien que les circonstances prouvent qu'il s'agit bien d'un mariage forcé. Ces épouses étaient forcées à accomplir des travaux domestiques et étaient violées. Malgré l'interdiction du viol dans les territoires contrôlés par Boko Haram, des femmes et des filles ont également été violées en secret en dehors de leur mariage forcé.

Les hommes et garçons enlevés par Boko Haram ont été forcés à offrir des services au groupe ou à rejoindre ses rangs en tant que combattants.

Des milliers de civils ont été contraints de vivre dans les camps de Boko Haram et dans les villes sous son contrôle, sans pouvoir partir. Souvent, ils ont été placés sous surveillance armée dans de grandes maisons, parfois surpeuplées et présentant des conditions d'hygiène déplorable. Certains pouvaient rester chez eux, mais les femmes n'étaient pas autorisées à sortir. Boko Haram fournissait de la nourriture, bien que parfois insuffisante, ainsi que d'autres produits de première nécessité. Le groupe obligeait les hommes à demander une autorisation avant de se rendre d'une ville à l'autre, à se laisser pousser la barbe et les cheveux et à porter des pantalons qui ne touchent pas le sol. Des hommes et des femmes ont été forcés d'observer les prières de Boko Haram et de recevoir une éducation religieuse. Boko Haram faisait régner sa loi en infligeant des châtiments cruels, en particulier des flagellations et exécutions publiques.

Depuis mai 2013 au moins, la situation dans le nord-est du Nigeria s'apparente à un conflit armé non international. Dans ce contexte, Boko Haram est soumis au droit international humanitaire. Amnesty International a conclu que Boko Haram avait commis de graves atteintes au droit international humanitaire qui constituent des crimes de guerre. Des meurtres, des attaques contre des civils et des biens de caractère civil, ainsi que des attaques menées de façon disproportionnée et sans discrimination, ont notamment été perpétrés. Les membres de Boko Haram doivent également faire l'objet d'enquêtes concernant des crimes de guerre tels que des actes de torture, de viol, de violence sexuelle,

d'esclavage sexuel et des mariages forcés.

Les attaques de Boko Haram constituent également une offensive généralisée et systématique contre la population civile afin de servir la politique d'une organisation. Dans ce contexte, Amnesty International considère que Boko Haram est responsable de meurtre constitutif de crime contre l'humanité. Les membres de Boko Haram doivent faire l'objet d'enquêtes pour torture, persécution, emprisonnement, viol, réduction en esclavage et esclavage sexuel constitutifs de crimes contre l'humanité.

Amnesty International demande aux dirigeants de Boko Haram de mettre immédiatement un terme à tous les homicides et de condamner publiquement les meurtres et enlèvements de civils commis par ses membres et toute personne combattant au nom du groupe, ainsi que les actes de violence sexuelle et de torture. Les dirigeants de Boko Haram doivent donner l'ordre à leurs combattants de respecter les droits humains et le droit international humanitaire, et retirer de leurs rangs toute personne soupçonnée d'avoir porté atteinte au droit international humanitaire ou aux droits humains. Boko Haram doit libérer immédiatement tous les civils maintenus en détention et garantir la protection des mouvements de tous les civils.

Toutes les parties au conflit doivent permettre aux agences humanitaires d'accéder sans restriction aux populations civiles pour leur venir en aide.

Malgré le grand nombre de troupes déployées dans le nord-est du pays et l'intensité des attaques de Boko Haram contre les civils, les forces de sécurité du Nigeria se sont à maintes reprises montrées incapables de protéger la population civile des attaques. Avant de nombreuses attaques, le groupe a envoyé des messages d'avertissement aux habitants – soit par lettres adressées aux chefs locaux, soit en prévenant des personnes oralement – plusieurs heures ou jours à l'avance. Pourtant, les demandes d'envoi de troupes ou de renfort aux forces militaires en présence sont restées sans réponse. Amnesty International a recensé de nombreux cas où les troupes ne sont jamais arrivées en dépit de nombreux appels à l'aide, ou ne sont arrivées qu'après le départ de Boko Haram.

Le gouvernement nigérian doit prendre toutes les mesures légales nécessaires pour garantir la sécurité et la protection des civils et de leurs biens. Le Nigeria doit rendre des comptes, garantir la justice et offrir des réparations aux victimes d'atteintes aux droits humains et au droit international humanitaire. Le pays doit également ouvrir des enquêtes indépendantes sur les allégations de crimes au regard du droit international, dans le but de déférer les personnes soupçonnées à la justice, en veillant à ce qu'elles soient jugées à l'issue de procès équitables excluant le recours à la peine de mort. Alors que l'armée a récemment réussi à chasser Boko Haram des principales villes, le gouvernement doit prendre des mesures immédiates pour répondre aux besoins des victimes du conflit en ce qui concerne les soins médicaux, l'aide humanitaire et toute autre forme de restitution et de réhabilitation.



« **NOTRE MÉTIER EST D'ABATTRE, DE MASSACRER ET DE TUER. »**
BOKO HARAM FAIT RÉGNER LA TERREUR DANS LE NORD-EST DU NIGERIA.

Depuis 2009, Boko Haram cause des dommages considérables dans le nord-est du Nigeria, faisant souffrir des millions d'habitants. Des milliers de personnes ont été tuées par le groupe armé, au moins 2 000 femmes et filles ont été enlevées et plus d'un million de personnes ont été forcées de fuir leur foyer. Les meurtres, bombardements, enlèvements, pillages et incendies perpétrés presque quotidiennement par Boko Haram ont ébranlé le déroulement normal de la vie quotidienne dans le nord-est du Nigeria. Des villes et des villages ont été pillés. Des écoles, des églises, des mosquées et d'autres bâtiments publics ont été attaqués et détruits. Boko Haram impose des traitements cruels aux civils piégés dans les zones passées sous son contrôle et a désorganisé les services de santé, d'éducation et les autres services publics normalement assurés par les autorités nigériennes. Les recherches d'Amnesty International démontrent que Boko Haram a commis des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité en toute impunité.

Ce rapport décrit la violente offensive menée par Boko Haram contre les Nigériens depuis le début de l'année 2014.

Amnesty International demande aux dirigeants de Boko Haram de mettre immédiatement un terme à tous les homicides et de condamner publiquement les meurtres et enlèvements de civils commis par ses membres et toute personne combattant au nom du groupe, ainsi que les actes de violence sexuelle et de torture. Les dirigeants de Boko Haram doivent donner l'ordre à leurs combattants de respecter les droits humains et le droit international humanitaire, et retirer de leurs rangs toute personne soupçonnée d'avoir porté atteinte au droit international humanitaire ou aux droits humains. Boko Haram doit libérer immédiatement tous les civils maintenus en détention et garantir la protection des mouvements de tous les civils.

(IMAGE DE LA PREMIÈRE DE COUVERTURE)
Un mur peint par Boko Haram à Damasak,

24 mars 2015. Les combattants de Boko Haram ont kidnappé plus de 400 femmes et enfants à Damasak dans le nord du Nigeria. Cette ville a été libérée par des soldats du Niger et du Tchad, ont déclaré des habitants de Damasak. Des soldats nigériens, tchadiens et nigériens ont réussi à repousser le groupe armé en dehors de plusieurs localités grâce à des offensives simultanées. Crédit photo : © REUTERS/Joe Penney

(IMAGE DE LA QUATRIÈME DE COUVERTURE) Un drapeau de Boko Haram flotte sur un poste de commandement abandonné à Gamborou. Il a été déserté après une opération des troupes tchadiennes, qui ont chassé le groupe islamiste de la ville frontalière le 4 février 2015. Des combattants nigériens de Boko Haram ont tout saccagé dans la ville frontalière de Fotokol, au Cameroun, massacrant des dizaines de civils et brûlant une mosquée avant d'être repoussés par les forces régionales. STEPHANE YAS/AFP/Getty Images

Amnesty International est un mouvement mondial réunissant plus de sept millions de personnes qui agissent pour que les droits fondamentaux de chaque individu soient respectés.

La vision d'Amnesty International est celle d'un monde où chacun peut se prévaloir de tous les droits énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans d'autres textes internationaux relatifs aux droits humains.

Essentiellement financée par ses membres et les dons de particuliers, Amnesty International est indépendante de tout gouvernement, de toute tendance politique, de toute puissance économique et de tout groupement religieux.

AMNESTY.ORG

Amnesty International, Secrétariat International, Peter Benenson
House, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume uni

Index : AFR 44/3060/2015, français, avril 2015

